

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 193

[2010/200129]

7 JANVIER 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2006 relatif aux taux réduits des droits de succession et des droits de donation, notamment en cas de transmission d'entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code des droits de succession, l'article 60bis, § 1^{er}bis, alinéa 1^{er}, 3^o, § 3, alinéa 1^{er}, 4^o et 5^o, inséré par le décret-programme du 17 décembre 1997 et modifié par le décret-programme du 3 février 2005, par le décret du 15 décembre 2005 et par le décret du 30 avril 2009;

Vu le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, l'article 140bis, § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par le décret-programme du 3 février 2005, par le décret du 15 décembre 2005, par le décret du 30 avril 2009 et par le décret du 10 décembre 2009, et l'article 140quinquies, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o et 5^o, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par le décret-programme du 3 février 2005, par le décret du 15 décembre 2005, par le décret du 30 avril 2009 et par le décret du 10 décembre 2009;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2006 relatif aux taux réduits des droits de succession et des droits de donation, notamment en cas de transmission d'entreprises, les articles 1^{er} à 11;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 décembre 2009;

Vu la demande d'avis de l'Inspection des Finances, en date du 12 novembre 2009;

Vu l'avis n° 47.610/2 du Conseil d'Etat, donné le 22 décembre 2009 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat; l'urgence est motivée par le fait qu'un décret d'équité fiscale et d'efficacité environnementale pour le parc automobile et les maisons passives, du 10 décembre 2009, en ses articles 37 à 41, transfère à la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie, la compétence d'attribuer le taux réduit des droits de donation en matière de transmission d'entreprise, mission actuellement assumée par l'Etat fédéral; or, ce transfert de compétence à la Région wallonne prendra cours le 1^{er} janvier 2010 prochain; de plus, la compétence d'attribuer le taux réduit des droits de succession en matière de transmission d'entreprises, actuellement assumée par la Direction générale opérationnelle de l'Economie du Service public de Wallonie, doit également être transférée à la Direction générale opérationnelle Fiscalité précitée, également au 1^{er} janvier 2010, dans le cadre de la réorganisation des services fiscaux en Région wallonne; le présent arrêté exécute ainsi ce décret en prévoyant les habilitations légales aux fonctionnaires wallons pour accomplir les tâches essentielles de gestion de ces taux réduits; de ce fait, cet arrêté, ne comportant que ces mesures d'exécution et ces attributions de compétences en matière d'octroi et de maintien de ces taux réduits pour les transmissions d'entreprises, doit absolument entrer en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier 2010;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2006 relatif aux taux réduits des droits de succession et des droits de donation, notamment en cas de transmission d'entreprises, le 3^o est remplacé par la disposition suivante :

« 3^o administration : le Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie; ».

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. § 1^{er}. L'inspecteur général du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui, est habilité à :

- délivrer les attestations visées par les articles 4 et 6;
- recevoir des continuaturs la demande de délivrance de l'attestation prévue par l'article 60bis, § 1^{er}bis, 3^o, du Code des droits de succession, et la déclaration prévue pour attester du maintien du taux réduit après écoullement de la période de cinq ans après le décès du défunt, tel que prévu à l'article 60bis, § 3, alinéa 1^{er}, 4^o, du même Code;
- requérir des continuaturs les éléments de preuve du maintien du taux réduit pendant la période de cinq ans après le décès du défunt, tel que prévu à l'article 60bis, § 3, alinéa 1^{er}, 5^o, du même Code.

Il peut déléguer ces compétences à d'autres fonctionnaires de l'administration.

§ 2. En cas d'absence de l'inspecteur général du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou du fonctionnaire qui exerce cette fonction, et du fonctionnaire éventuellement délégué par lui pour exercer les compétences du § 1^{er}, le fonctionnaire absent est remplacé par le fonctionnaire désigné :

1^o soit par le directeur général de Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction;

2^o soit, en cas d'absence de fonctionnaire visé au 1^o ci-avant, par l'un des autres inspecteurs généraux de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, dans l'ordre suivant :

- a) soit l'inspecteur général du Département de la Fiscalité spécifique de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction;
- b) soit l'inspecteur général du Département du Recouvrement de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction;
- c) soit l'inspecteur général du Département de la Fiscalité des véhicules de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction;

3° soit, en cas d'absence des fonctionnaires visés aux 1° et 2° ci-avant, par le Ministre qui a les Finances dans ses attributions. »

Art. 3. A l'article 3 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, sont apportées les modifications suivantes :

a) le 6° est remplacé par la disposition suivante :

« 6° :

- soit, dans le cas de l'article 60bis, § 1^{er}bis, 1°, premier tiret, du Code des droits de succession, le nombre de travailleurs engagés dans l'Espace économique européen par l'entreprise et ses filiales, sous contrat de travail, exprimé en équivalents temps plein, durant les quatre trimestres précédant celui du décès du défunt; ces quatre trimestres peuvent être remplacés par le dernier exercice clôturé, s'il s'agit d'une entreprise "personne morale" qui a établi un bilan social;

- soit, dans le cas de l'article 60bis, § 1^{er}bis, 1°, deuxième tiret, du Code des droits de succession, le nombre des personnes indépendantes visées par cette disposition, qui constituent la seule main d'œuvre occupée par l'entreprise et ses filiales dans l'Espace économique européen, affiliés auprès d'une caisse sociale pour travailleurs indépendants, exprimé en équivalents temps plein, durant les quatre trimestres précédant celui du décès du défunt; »;

b) au 7°, les mots "la valeur nette des droits réels sur des biens visés à l'article 60bis, § 1^{er}, 1°, du Code des droits de succession" sont remplacés par les mots "la valeur nette des droits réels sur tous les biens visés à l'article 60bis, § 1^{er}, 1°, du Code des droits de succession";

2° au § 3, sont apportées les modifications suivantes :

a) au 1°, le deuxième tiret est remplacé par la disposition suivante :

« - soit, pour les personnes physiques, la copie certifiée sincère de la dernière déclaration en matière d'impôt des personnes physiques déposée par le défunt et du tableau des biens d'investissement tenu pour l'établissement de cette déclaration, avec dans ce tableau une mention spécifique désignant les droits réels sur des immeubles affectés partiellement à l'habitation au moment du décès, ainsi que la liste des biens affectés à l'exploitation visée à l'article 60bis, § 1^{er}, 1°, du Code des droits de succession, telle qu'elle résulte de la déclaration de succession ou de son projet; »;

b) le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° :

- soit, dans le cas de l'article 60bis, § 1^{er}bis, 1°, premier tiret, du Code des droits de succession, la copie certifiée sincère des déclarations en matière de sécurité sociale des travailleurs salariés, afférentes aux quatre trimestres précédant celui du décès du défunt, établissant le nombre de travailleurs employés par l'entreprise et ses filiales dans l'Espace économique européen, exprimé en équivalents temps plein;

- soit, dans le cas de l'article 60bis, § 1^{er}bis, 1°, deuxième tiret, du Code des droits de succession, la copie certifiée sincère des attestations délivrées en matière de sécurité sociale des travailleurs indépendants, afférentes aux quatre trimestres précédant celui du décès du défunt, établissant que les personnes indépendantes visées par cette disposition sont affiliés auprès d'une caisse sociale pour travailleurs indépendants; ».

Art. 4. A l'article 4, alinéas 3 et 4, du même arrêté, les mots "le directeur général de l'administration ou son délégué" sont remplacés par les mots "le fonctionnaire visé à l'article 2°".

Art. 5. A l'article 5 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 3, sont apportées les modifications suivantes :

a) le 6° est remplacé par la disposition suivante :

« 6° :

- soit, dans le cas de l'article 60bis, § 1^{er}bis, 1°, premier tiret, du Code des droits de succession, le nombre de travailleurs engagés dans l'Espace économique européen par l'entreprise et ses filiales, sous contrat de travail, exprimé en équivalents temps plein, pour les cinq premières années à compter du trimestre du décès du défunt; ces cinq années peuvent être remplacées par les cinq exercices clôturés, s'il s'agit d'une entreprise "personne morale" qui a établi un bilan social;

- soit, dans le cas de l'article 60bis, § 1^{er}bis, 1°, deuxième tiret, du Code des droits de succession, le nombre des personnes indépendantes visées par cette disposition, qui constituent la seule main d'œuvre occupée par l'entreprise et ses filiales dans l'Espace économique européen, affiliés auprès d'une caisse sociale pour travailleurs indépendants, exprimé en équivalents temps plein, pour les cinq premières années à compter du trimestre du décès du défunt; »;

b) au 7°, les mots "la valeur nette des droits réels sur des biens visés à l'article 60bis, § 1^{er}, 1°, du Code des droits de succession" sont remplacés par les mots "la valeur nette des droits réels sur tous les biens visés à l'article 60bis, § 1^{er}, 1°, du Code des droits de succession";

2° au § 4, sont apportées les modifications suivantes :

a) au 1°, le deuxième tiret est remplacé par la disposition suivante :

« - soit, pour les personnes physiques, la copie certifiée sincère des déclarations en matière d'impôt des personnes physiques déposées par chaque continuateur pendant la période de cinq ans visée à l'article 60bis, § 3, alinéa 1^{er}, 1° à 3°, du Code des droits de succession, et des tableaux des biens d'investissement tenus pour l'établissement de ces déclarations, avec dans ces tableaux une mention spécifique désignant les immeubles auxquels le taux réduit a été appliqué, même partiellement, mais qui ont été depuis lors affectés à l'habitation totalement ou dans une mesure autre que celle déclarée dans la demande d'attestation visée à l'article 3; »;

b) le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2°

- la copie certifiée sincère des déclarations en matière de sécurité sociale des travailleurs salariés, afférentes aux cinq années à partir du trimestre du décès du défunt, établissant le nombre de travailleurs employés par l'entreprise et ses filiales dans l'Espace économique européen, exprimé en équivalents temps plein;

- la copie certifiée sincère des attestations délivrées en matière de sécurité sociale des travailleurs indépendants, afférentes aux cinq années à partir du trimestre du décès du défunt, établissant les périodes durant lesquelles les personnes indépendantes visées par cette disposition ont été affiliées auprès d'une caisse sociale pour travailleurs indépendants. »

Art. 6. Dans la section 3 du chapitre 1^{er} du même arrêté, il est inséré un article *8bis*, rédigé comme suit :

« Art. *8bis*. § 1^{er}. L'inspecteur général du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui, est habilité à :

- délivrer les attestations visées par les articles *9bis* et *10bis*;
- recevoir des continuateurs la demande de délivrance de l'attestation prévue par l'article *140bis*, § 2, 3^o, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, et la déclaration prévue pour attester du maintien du taux réduit après écoulement de la période de cinq ans après l'acte authentique de donation, tel que prévu à l'article *140quinquies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, du même Code;
- requérir des continuateurs les éléments de preuve du maintien du taux réduit pendant la période de cinq ans après l'acte authentique de donation, tel que prévu à l'article *140quinquies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o, du même Code.

Il peut déléguer ces compétences à d'autres fonctionnaires de l'administration.

§ 2. En cas d'absence de l'inspecteur général du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou du fonctionnaire qui exerce cette fonction, et du fonctionnaire éventuellement délégué par lui pour exercer les compétences du § 1^{er}, le fonctionnaire absent est remplacé par le fonctionnaire désigné :

1^o soit par le directeur général de Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction;

2^o soit, en cas d'absence du fonctionnaire visé au 1^o ci-avant, par l'un des autres inspecteur généraux de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, dans l'ordre suivant :

a) soit l'inspecteur général du Département de la Fiscalité spécifique de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction;

b) soit l'inspecteur général du Département du Recouvrement de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction;

c) soit l'inspecteur général du Département de la Fiscalité des véhicules de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction;

3^o soit, en cas d'absence des fonctionnaires visés aux 1^o et 2^o ci-avant, par le Ministre qui a les Finances dans ses attributions. »

Art. 7. A l'article 9 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au § 1^{er} :

a) les mots "La déclaration signée prévue par l'article *140bis*, § 2, 3^o, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, mentionne" sont remplacés par les mots "La demande de délivrance de l'attestation prévue par l'article *140bis*, § 2, 3^o, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe est envoyée à l'administration par les continuateurs ou leur intermédiaire par tout moyen faisant preuve de l'envoi. La demande de délivrance de l'attestation mentionne :

b) le 6^o est remplacé par la disposition suivante :

« 6^o

- soit, dans le cas de l'article *140bis*, § 2, 1^o, premier tiret, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, le nombre de travailleurs engagés dans l'Espace économique européen par l'entreprise et ses filiales, sous contrat de travail, exprimé en équivalent temps plein, durant les quatre trimestres précédant celui de l'acte authentique de la donation; ces quatre trimestres peuvent être remplacés par le dernier exercice clôturé, s'il s'agit d'une entreprise "personne morale" qui a établi un bilan social;

- soit, dans le cas de l'article *140bis*, § 2, 1^o, deuxième tiret, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, le nombre des personnes indépendantes visées par cette disposition, qui constituent la seule main d'œuvre occupée par l'entreprise et ses filiales dans l'Espace économique européen, affiliés auprès d'une caisse sociale pour travailleurs indépendants, exprimé en équivalent temps plein, durant les quatre trimestres précédant celui de l'acte authentique de la donation; »;

c) au 7^o, les mots "la valeur vénale des droits réels sur des biens visés à l'article *140bis*, § 1^{er}, 1^o, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe" sont remplacés par les mots "la valeur vénale des droits réels sur tous les biens visés à l'article *140bis*, § 1^{er}, 1^o, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe";

2^o le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. La demande de délivrance de l'attestation est accompagnée des documents suivants :

1^o :

- soit, pour les personnes morales, la copie certifiée sincère des comptes annuels de l'entreprise et de ses filiales, en ce compris le bilan social, pour les deux derniers exercices comptables clôturés avant l'acte authentique de donation, établis conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés ou en vertu de la législation applicable au lieu du siège de direction effective de l'entreprise; ces comptes annuels de l'entreprise et de ses filiales peuvent être remplacés par leurs comptes consolidés pour les mêmes exercices comptables, lorsque l'entreprise a établi de tels comptes consolidés au sens du Code des sociétés pour ces exercices;

- soit, pour les personnes physiques, la copie certifiée sincère de la dernière déclaration en matière d'impôt des personnes physiques déposée par le défunt et du tableau des biens d'investissement tenu pour l'établissement de cette déclaration, avec dans ce tableau une mention spécifique désignant les droits réels sur des immeubles affectés partiellement à l'habitation au moment de l'acte authentique de donation, ainsi que la liste des biens affectés à l'exploitation visée à l'article *140bis*, § 1^{er}, 1^o, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, telle de l'inventaire des biens donnés utilisés pour l'établissement de l'acte authentique de donation ou de son projet;

2^o :

- soit, dans le cas de l'article *140bis*, § 2, 1^o, premier tiret, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, la copie certifiée sincère des déclarations en matière de sécurité sociale des travailleurs salariés, afférentes aux quatre trimestres précédant celui de l'acte authentique de donation, établissant le nombre de travailleurs employés par l'entreprise et ses filiales dans l'Espace économique européen, exprimé en équivalents temps plein;

- soit, dans le cas de l'article *140bis*, § 2, 1^o, deuxième tiret, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, la copie certifiée sincère des attestations délivrées en matière de sécurité sociale des travailleurs indépendants, afférentes aux quatre trimestres précédant celui de l'acte authentique de donation, établissant que les personnes indépendantes visées par cette disposition sont affiliés auprès d'une caisse sociale pour travailleurs indépendants;

3^o la copie certifiée sincère du registre des titres nominatifs et, le cas échéant, de la liste des présences à la dernière assemblée générale;

4^o le cas échéant, la copie certifiée sincère du pacte d'actionariat visé à l'article *140bis*, § 2, 2^o, deuxième tiret, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe;

5° lorsque les titres visés à l'article 140*bis*, § 1^{er}, 2°, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, consistent en des certificats se rapportant à des actions, parts bénéficiaires, droits de souscription et parts de l'entreprise pour laquelle l'avantage prévu par l'article 140*bis* du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, est sollicité, une attestation signée par un notaire, un réviseur d'entreprise ou un expert-comptable, certifiant que ces certificats remplissent les conditions énumérées à l'article 140*bis*, § 3, b), du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. »;

3° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. La demande de délivrance de l'attestation est datée et signée par les continuateurs ou leur intermédiaire.

Les continuateurs ou leur intermédiaire déclarent sur l'honneur que les données communiquées et les documents annexés sont exacts et complets. »

Art. 8. Dans le même arrêté, il est inséré un article 9*bis*, rédigé comme suit :

« Art. 9*bis*. L'administration délivre, par tout moyen faisant preuve de l'envoi, dans un délai n'excédant pas trente jours ouvrables calculé à dater de la réception de la demande visée à l'article 9, une attestation.

Lorsque la demande ne comporte pas toutes les données visées à l'article 9, § 1^{er}, ou n'est pas accompagnée des pièces probantes visées à l'article 9, § 2, le délai susvisé ne prend cours qu'à partir de la date de réception par l'administration des données ou des documents faisant défaut. En ce cas, l'administration avertit les continuateurs ou leur intermédiaire, dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande, que celle-ci n'est pas complète et précise les données ou documents qui font défaut.

En cas de décision favorable, l'attestation est délivrée en trois exemplaires originaux, datés et signés par le fonctionnaire visé à l'article 8*bis*. Le premier original est notifié aux continuateurs ou à leur intermédiaire et le deuxième original est envoyé au receveur des droits de donation compétent, le troisième original étant gardé par les continuateurs ou leur intermédiaire.

En cas de décision défavorable, l'attestation est délivrée en trois exemplaires originaux, datés et signés par le fonctionnaire visé à l'article 8*bis*. Le premier original est délivré aux continuateurs ou à leur intermédiaire et le deuxième original est envoyé au receveur des droits de donation compétent, tandis que le troisième original est gardé par les continuateurs ou leur intermédiaire. »

Art. 9. A l'article 10 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le ou les continuateur(s) ayant bénéficié du taux réduit sur les droits de donation, et qui n'ont pas offert de payer le droit tel que visé à l'article 140*sexies* du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, et qui n'ont pas opéré de rétrocession tel que visée à l'article 140*septies* du même Code, sont tenus de fournir à l'administration, au plus tard à la fin du sixième mois suivant le mois de l'échéance de la période de cinq ans après l'acte authentique de la donation visée à l'article 140*quinquies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, et alinéa 2, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, la déclaration visée à l'article 140*quinquies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, attestant que les conditions visées à l'article 140*quinquies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, et alinéa 2, du même Code, restent remplies.

La déclaration de l'alinéa 1^{er} est envoyée à l'administration par les continuateurs ou leur intermédiaire par tout moyen faisant preuve de l'envoi. »;

2° au § 2,

a) le 6° est remplacé par la disposition suivante :

« 6° :

- soit, dans le cas de l'article 140*bis*, § 2, 1°, premier tiret, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, le nombre de travailleurs engagés dans l'Espace économique européen par l'entreprise et ses filiales, sous contrat de travail, exprimé en équivalents temps plein, pour les cinq premières années à compter du trimestre de l'acte authentique de la donation; ces cinq années peuvent être remplacées par les cinq exercices clôturés, s'il s'agit d'une entreprise "personne morale" qui a établi un bilan social;

- soit, dans le cas de l'article 140*bis*, § 2, 1°, deuxième tiret, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, le nombre des personnes indépendantes visées par cette disposition, qui constituent la seule main d'œuvre occupée par l'entreprise et ses filiales dans l'Espace économique européen, affiliés auprès d'une caisse sociale pour travailleurs indépendants, exprimé en équivalents temps plein, pour les cinq premières années à compter du trimestre de l'acte authentique de la donation; »;

b) au 7°, les mots "la valeur vénale des droits réels sur des biens visés à l'article 140*bis*, § 1^{er}, 1°, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe" sont remplacés par les mots "la valeur vénale des droits réels sur tous les biens visés à l'article 140*bis*, § 1^{er}, 1°, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe";

3° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Cette déclaration est accompagnée des documents suivants :

1° :

- soit, pour les personnes morales, la copie certifiée sincère des comptes annuels de l'entreprise et de ses filiales, en ce compris le bilan social, pour les exercices comptables clôturés pendant la période de cinq ans visée à l'article 140*quinquies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 3°, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, établis conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés ou en vertu de la législation applicable au lieu du siège de direction effective de l'entreprise; ces comptes annuels de l'entreprise et de ses filiales peuvent être remplacés par leurs comptes consolidés pour les mêmes exercices comptables, lorsque l'entreprise a établi de tels comptes consolidés au sens du Code des sociétés pour ces exercices;

- soit, pour les personnes physiques, la copie certifiée sincère des déclarations en matière d'impôt des personnes physiques déposées par chaque continuateur pendant la période de cinq ans visée à l'article 140*quinquies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 3°, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, et des tableaux des biens d'investissement tenus pour l'établissement de ces déclarations, avec dans ces tableaux une mention spécifique désignant les immeubles auxquels le taux réduit a été appliqué, même partiellement, mais qui ont été depuis lors affectés à l'habitation totalement ou dans une mesure autre que celle déclarée dans la demande d'attestation visée à l'article 9;

2° :

- la copie certifiée sincère des déclarations en matière de sécurité sociale des travailleurs salariés, afférentes aux cinq années à partir du trimestre de l'acte authentique de donation, établissant le nombre de travailleurs employés par l'entreprise et ses filiales dans l'Espace économique européen, exprimé en équivalents temps plein;

- la copie certifiée sincère des attestations délivrées en matière de sécurité sociale des travailleurs indépendants, afférentes aux cinq années à partir du trimestre de l'acte authentique de donation, établissant les périodes durant lesquelles les personnes indépendantes visées par cette disposition ont été affiliées auprès d'une caisse sociale pour travailleurs indépendants. »;

4° il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. La déclaration du § 1^{er} est datée et signée par les continueurs ou leur intermédiaire.

Les continueurs ou leur intermédiaire déclarent sur l'honneur que les données communiquées et les documents annexés sont exacts et complets. »

Art. 10. Dans le même arrêté, il est inséré des articles 10*bis* et 10*ter*, rédigés comme suit :

« Art. 10*bis*. L'administration délivre aux continueurs ou à leur intermédiaire, par tout moyen faisant preuve de l'envoi, dans un délai n'excédant pas trente jours ouvrables calculé à dater de la réception de la déclaration visée à l'article 10, une attestation.

Lorsque la déclaration n'est pas accompagnée des pièces probantes visées à l'article 10, § 3, le délai susvisé ne prend cours qu'à partir de la date de réception par l'administration des données ou des documents faisant défaut. En ce cas, l'administration avertit les continueurs ou leur intermédiaire, dans les dix jours ouvrables de la réception de la déclaration, que celle-ci n'est pas complète et précise les données ou documents qui font défaut.

En cas de décision favorable, l'administration délivre aux continueurs ou à leur intermédiaire, deux exemplaires originaux de l'attestation.

En cas de décision défavorable, l'attestation est délivrée en trois exemplaires originaux datés et signés par le fonctionnaire visé à l'article 8*bis*. Le premier original est délivré aux continueurs ou à leur intermédiaire et le deuxième original est envoyé au receveur des droits de donation compétent, tandis que le troisième original est gardé par les continueurs ou leur intermédiaire.

Art. 10*ter*. En cas de décision défavorable en ce qui concerne les attestations visées aux articles 9*bis* et 10*bis* du présent arrêté, les continueurs ou leur intermédiaire peuvent introduire un recours par pli recommandé auprès de l'administration dans un délai de trente jours à dater de la notification de la décision.

L'administration instruit le recours et communique le dossier au Ministre. Le Ministre statue sur le recours par une décision motivée, notifiée aux continueurs dans un délai de six mois à dater de la réception du recours. »

Art. 11. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. § 1^{er}. Le Ministre fixe les modèles de la demande d'attestation visée à l'article 9 et de la déclaration visée à l'article 10, ainsi que les modèles des attestations visées à l'article 9*bis* et à l'article 10*bis*.

§ 2. Dans le cas où le Ministre estime que l'administration peut obtenir directement auprès de sources authentiques d'autres d'administrations ou organismes les données nécessaires à l'examen de la demande d'attestation de l'article 9 ou de la déclaration de l'article 10, il peut dispenser les continueurs de les transmettre à l'administration. »

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2010.

Art. 13. Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 janvier 2010.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 193

[2010/200129]

7. JANUAR 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2006 über die ermäßigten Steuersätze der Erbschafts- und Schenkungssteuer, insbesondere bei der Übertragung von Betrieben

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erbschaftssteueresetzbuches, insbesondere des Artikels 60*bis*, § 1*bis*, Absatz 1, 3°, § 3 Absatz 1 4° und 5°, eingefügt durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 und abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005, das Dekret vom 15. Dezember 2005 und das Dekret vom 30. April 2009;

Aufgrund des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, Artikel 140*bis*, § 2 Absatz 1 3°, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998 und abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005, das Dekret vom 15. Dezember 2005, das Dekret vom 30. April 2009, und das Dekret vom 10. Dezember 2009, und Artikel 140*quinquies*, § 1 Absatz 1 4° und 5°, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998 und abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005, das Dekret vom 15. Dezember 2005, das Dekret vom 30. April 2009 und das Dekret vom 10. Dezember 2009;

Aufgrund des Dekrets vom 10. Dezember 2009 über Steuergerechtigkeit und Umwelteffizienz für den Fahrzeugpark und die Passivhäuser, Artikel 37 bis 41;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2006 über die ermäßigten Steuersätze der Erbschafts- und Schenkungssteuer, insbesondere bei der Übertragung von Betrieben, Artikel 1 bis 11;

Aufgrund des am 10. Dezember 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Antrags auf Gutachten des Finanzinspektors vom 12. November 2009;

Aufgrund des am 22. Dezember 2009 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 47.610/2; die Dringlichkeit wird dadurch begründet, dass ein Dekret vom 10. Dezember 2009 über Steuergerechtigkeit und Umwelteffizienz für den Fahrzeugpark und die Passivhäuser, insbesondere dessen Artikel 37 bis 41, der Operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie die Befugnis überträgt, den ermäßigten Steuersatz für die Schenkungssteuer bei der Übertragung von Betrieben zu gewähren, wobei diese Aufgabe zur Zeit vom Föderalstaat gewährleistet wird; diese Befugnisübertragung an die Wallonische Region wird am kommenden 1. Januar 2010 wirksam; zudem muss die zur Zeit von der Operativen Generaldirektion Wirtschaft des Öffentlichen Dienstes der Wallonie ausgeübte Befugnis, den ermäßigten Steuersatz für die Erbschaftssteuer bei der Übertragung von Betrieben zu gewähren, ebenfalls am 1. Januar 2010 der oben genannten Operativen Generaldirektion Steuerwesen übertragen werden, im Rahmen der Umorganisation der Steuerdienststellen in der Wallonischen Region; der vorliegende Erlass dient somit zur Ausführung dieses Dekrets,

indem er die gesetzlichen Ermächtigungen für die wallonischen Beamten zwecks der Durchführung der wesentlichen Aufgaben zur Verwaltung dieser ermäßigten Steuersätze vorsieht; aus diesem Grund muss dieser Erlass, der nur diese Durchführungsmaßnahmen und diese Befugniszuweisungen im Bereich der Gewährung und Aufrechterhaltung dieser ermäßigten Steuersätze bei der Übertragung von Betrieben enthält, unbedingt spätestens am 1. Januar 2010 in Kraft treten;

Auf Vorschlag des Ministers für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2006 über die ermäßigten Steuersätze der Erbschafts- und Schenkungssteuer, insbesondere bei der Übertragung von Betrieben, wird die Nr. 3^o durch folgende Bestimmung ersetzt:

«3^o Verwaltung: die Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;».

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 2 - § 1 - Der Generalinspektor der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Beamte, der dieses Amt ausübt, oder der von ihm beauftragte Beamte ist befugt,

- die in den Artikeln 4 und 6 erwähnten Bescheinigungen auszustellen;

- von den Fortsetzern den Antrag auf Ausstellung der in Artikel 60*bis*, § 1*bis*, 3^o des Erbschaftssteuergesetzbuches vorgesehenen Bescheinigung und die Erklärung, die zur Bescheinigung der Aufrechterhaltung des ermäßigten Steuersatzes nach Ablauf der fünfjährigen Frist nach dem Ableben des Verstorbenen vorgesehen ist, so wie in Artikel 60*bis*, § 3 Absatz 1 4^o desselben Gesetzbuches vorgesehen, entgegenzunehmen;

- von den Fortsetzern Beweismaterial für die Aufrechterhaltung des ermäßigten Steuersatzes während des fünfjährigen Zeitraums nach dem Ableben des Verstorbenen, so wie in Artikel 60*bis*, § 3 Absatz 1 5^o desselben Gesetzbuches vorgesehen, anzufordern.

Er kann diese Befugnisse anderen Beamten der Verwaltung übertragen.

§ 2 - Ist der Generalinspektor der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Beamte, der dieses Amt ausübt, oder ggf. der von ihm zur Ausübung der Befugnisse nach § 1 beauftragte Beamte abwesend, so wird der abwesende Beamte durch den Beamten ersetzt,

1^o der von dem Generaldirektor der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder von dem Beamten, der dieses Amt ausübt, dazu bestimmt wird, oder

2^o der, falls der unter 1^o genannte Beamte abwesend ist, von einem der anderen Generalinspektoren der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder von dem Beamten, der dieses Amt ausübt, dazu bestimmt wird, und zwar in folgender Rangordnung:

a) entweder der Generalinspektor der Abteilung zweckgebundene Besteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Beamte, der dieses Amt ausübt,

b) oder der Generalinspektor der Abteilung Beitreibung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Beamte, der dieses Amt ausübt,

c) oder der Generalinspektor der Abteilung Fahrzeugbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Beamte, der dieses Amt ausübt;

3^o der, falls die unter 1^o und 2^o genannten Beamten abwesend sind, von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, dazu bestimmt wird.»

Art. 3 - Artikel 3 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1^o § 2 wird wie folgt abgeändert:

a) die Nummer 6^o wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«6^o

- entweder im Falle des Artikels 60*bis*, § 1*bis*, 1^o, erster Strich des Erbschaftssteuergesetzbuches die in Vollezeiteinheiten ausgedrückte Anzahl der im Laufe der vier Quartale vor dem Quartal des Ablebens des Verstorbenen durch den Betrieb und seine Tochtergesellschaften im Europäischen Wirtschaftsraum unter Arbeitsvertrag eingestellten Arbeitnehmer; diese vier Quartale können durch das letzte abgeschlossene Geschäftsjahr ersetzt werden, wenn es sich um ein Unternehmen handelt, das eine juristische Person ist, die eine Sozialbilanz erstellt hat;

- oder im Falle des Artikels 60*bis*, § 1*bis*, 1^o, zweiter Strich des Erbschaftssteuergesetzbuches die in Vollezeiteinheiten ausgedrückte Anzahl der Selbstständigen im Sinne dieser Bestimmung, die im Laufe der vier Quartale vor dem Quartal des Ablebens des Verstorbenen die einzigen durch den Betrieb und seine Tochtergesellschaften im Europäischen Wirtschaftsraum beschäftigten Arbeitskräfte sind und die bei einer Sozialversicherungskasse für Selbstständige beitragspflichtig sind;»;

b) unter 7^o wird der Wortlaut "der Nettowert der dinglichen Rechte auf in Artikel 60*bis*, § 1 1^o des Erbschaftssteuergesetzbuches erwähnte Güter" durch die Wörter "der Nettowert der dinglichen Rechte auf alle in Artikel 60*bis*, § 1 1^o des Erbschaftssteuergesetzbuches erwähnten Güter" ersetzt;

2^o § 3 wird wie folgt abgeändert:

a) unter der Nummer 1^o wird der zweite Gedankenstrich durch folgende Bestimmung ersetzt:

«- oder für die natürlichen Personen die für richtig bescheinigte Abschrift der letzten durch den Verstorbenen eingereichten Erklärung in Sachen Steuer auf die natürlichen Personen und der für die Aufstellung dieser Erklärung geführten Tabelle der Investitionsgüter, mit in dieser Tabelle eine spezifische Angabe zur Bestimmung der dinglichen Rechte an zum Zeitpunkt des Ablebens teilweise zu Wohnzwecken bestimmten Immobilien, sowie die in Artikel 60*bis*, § 1 1^o des Erbschaftssteuergesetzbuches erwähnte Liste der für den Betrieb bestimmten Güter, so wie sie sich aus der Erbschaftserklärung oder ihrem Entwurf ergibt;»;

b) die Nummer 2^o wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«2^o:

- oder im Falle des Artikels 60*bis*, § 1*bis*, 1^o, erster Strich des Erbschaftssteuergesetzbuches, die für richtig bescheinigte Abschrift der Erklärungen im Bereich der Sozialsicherheit für Arbeitnehmer betreffend die letzten vier Quartale vor dem Quartal des Ablebens des Verstorbenen, durch die die Anzahl der durch den Betrieb und seine Tochtergesellschaften im Europäischen Wirtschaftsraum beschäftigten Arbeitnehmer in Vollezeiteinheiten festgestellt wird;

- oder im Falle des Artikels 60bis, § 1bis, 1°, zweiter Strich des Erbschaftssteuergesetzbuches, die für richtig bescheinigte Abschrift der im Bereich der Sozialsicherheit für Selbstständige ausgestellten Zeugnisse betreffend die letzten vier Quartale vor dem Quartal des Ablebens des Verstorbenen, durch die festgestellt wird, dass die Selbstständigen im Sinne dieser Bestimmung bei einer Sozialversicherungskasse für Selbstständige beitragspflichtig sind;».

Art. 4 - In Artikel 4 Absätze 3 und 4 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Generaldirektor der Verwaltung oder seinem Beauftragten" durch den Wortlaut "in Artikel 2 genannten Beamten" ersetzt.

Art. 5 - Artikel 5 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° § 3 wird wie folgt abgeändert:

a) die Nummer 6° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«6°:

- entweder im Falle des Artikels 60bis, § 1bis, 1°, erster Strich des Erbschaftssteuergesetzbuches die in Vollzeitinheiten ausgedrückte Anzahl der im Laufe der ersten fünf Jahre ab dem Quartal des Ablebens des Verstorbenen durch den Betrieb und seine Tochtergesellschaften im Europäischen Wirtschaftsraum unter Arbeitsvertrag eingestellten Arbeitnehmer; diese fünf Jahre können durch fünf abgeschlossene Geschäftsjahre ersetzt werden, wenn es sich um ein Unternehmen handelt, das eine juristische Person ist, die eine Sozialbilanz erstellt hat;

- oder im Falle des Artikels 60bis, § 1bis, 1°, zweiter Strich des Erbschaftssteuergesetzbuches die in Vollzeitinheiten ausgedrückte Anzahl der Selbstständigen im Sinne dieser Bestimmung, die im Laufe der ersten fünf Jahre ab dem Quartal des Ablebens des Verstorbenen die einzigen durch den Betrieb und seine Tochtergesellschaften im Europäischen Wirtschaftsraum beschäftigten Arbeitskräfte sind und die bei einer Sozialversicherungskasse für Selbstständige beitragspflichtig sind;»;

b) unter 7° wird der Wortlaut "der Nettowert der dinglichen Rechte auf in Artikel 60bis, § 1 1° des Erbschaftssteuergesetzbuches erwähnte Güter" durch die Wörter "der Nettowert der dinglichen Rechte auf alle in Artikel 60bis, § 1^{er}1° des Erbschaftssteuergesetzbuches erwähnten Güter" ersetzt;

2° § 4 wird wie folgt abgeändert:

a) unter der Nummer 1° wird der zweite Gedankenstrich durch folgende Bestimmung ersetzt:

«- oder für die natürlichen Personen, die für richtig bescheinigte Abschrift der durch den jeden Fortsetzer während des in Artikel 60bis, § 3 Absatz 1 1° bis 3° des Erbschaftssteuergesetzbuches erwähnten fünfjährigen Zeitraums eingereichten Erklärungen in Sachen Steuer auf die natürlichen Personen und der für die Aufstellung dieser Erklärungen geführten Tabellen der Investitionsgüter, mit in diesen Tabellen eine spezifische Angabe zur Bestimmung der Immobilien, auf die der ermäßigte Steuersatz, sei es nur teilweise, angewandt wurde, die aber seitdem völlig oder in einem anderen Maße als dasjenige, das in dem in Artikel 3 erwähnten Antrag auf Bescheinigung erklärt wurde, zu Wohnzwecken verwendet wurden;

b) die Nummer 2° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«2°

- die für richtig bescheinigte Abschrift der Erklärungen im Bereich der Sozialsicherheit für Arbeitnehmer betreffend die fünf Jahre ab dem Quartal des Ablebens des Verstorbenen, durch die die Anzahl der durch den Betrieb und seine Tochtergesellschaft im Europäischen Wirtschaftsraum beschäftigten Arbeitnehmer in Vollzeitinheiten festgestellt wird;

- die für richtig bescheinigte Abschrift der im Bereich der Sozialsicherheit für Selbstständige ausgestellten Zeugnisse betreffend die fünf Jahre ab dem Quartal des Ablebens des Verstorbenen, durch die die Zeiträume festgestellt werden, während denen die Selbstständigen im Sinne dieser Bestimmung bei einer Sozialversicherungskasse für Selbstständige beitragspflichtig gewesen sind.»

Art. 6 - In Abschnitt 3 von Kapitel I desselben Erlasses wird ein Artikel 8bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 8bis - § 1 - Der Generalinspektor der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Beamte, der diese Funktion ausübt, oder der von ihm beauftragte Beamte ist befugt,

- die in den Artikeln 9bis und 10bis erwähnten Bescheinigungen auszustellen;

- von den Fortsetzern den Antrag auf Ausstellung der in Artikel 140bis, § 2 3° des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches erwähnten Bescheinigung und die Erklärung, die zur Bescheinigung der Aufrechterhaltung des ermäßigten Steuersatzes nach Ablauf der fünfjährigen Frist nach der authentischen Schenkungsurkunde vorgesehen ist, so wie in Artikel 140quinquies, § 1 Absatz 1 5° desselben Gesetzbuches vorgesehen, entgegenzunehmen;

- von den Fortsetzern Beweismaterial für die Aufrechterhaltung des ermäßigten Steuersatzes während des fünfjährigen Zeitraums nach der authentischen Schenkungsurkunde, so wie in Artikel 140quinquies, § 1 Absatz 1 6° desselben Gesetzbuches vorgesehen, anzufordern.

Er kann diese Befugnisse anderen Beamten der Verwaltung übertragen.

§ 2 - Ist der Generalinspektor der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Beamte, der diese Funktion ausübt, oder ggf. der von ihm zur Ausübung der Befugnisse nach § 1 beauftragte Beamte abwesend, so wird der abwesende Beamte durch den Beamten ersetzt,

1° der von dem Generaldirektor der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder von dem Beamten, der dieses Amt ausübt, dazu bestimmt wird, oder

2° der, falls der unter 1° genannte Beamte abwesend ist, von einem der anderen Generalinspektoren der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder von dem Beamten, der dieses Amt ausübt, dazu bestimmt wird, und zwar in folgender Rangordnung:

a) der Generalinspektor der Abteilung zweckgebundene Besteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Beamte, der dieses Amt ausübt;

b) oder der Generalinspektor der Abteilung Beitreibung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Beamte, der dieses Amt ausübt,

c) oder der Generalinspektor der Abteilung Fahrzeugbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Beamte, der dieses Amt ausübt;

3° der, falls die unter 1° und 2° genannten Beamten abwesend sind, von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, dazu bestimmt wird.»

Art. 7 - Artikel 9 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1:

a) der Wortlaut "In der in Artikel 140bis, § 2 3° des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibühren vorgesehenen unterzeichneten Erklärung wird Folgendes angegeben:" wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "Der Antrag auf Ausstellung der in Artikel 140bis, § 2 3° des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches vorgesehenen Bescheinigung wird der Verwaltung durch die Fortsetzer oder deren Vermittler unter Benutzung von jeglichem die Zusendung beweisenden Mittel zugeschickt. In dem Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung wird Folgendes angegeben:»

b) die Nummer 6° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«6°:

- entweder im Falle des Artikels 140bis, § 2 1°, erster Strich des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches die in Vollezeiteinheiten ausgedrückte Anzahl der im Laufe der vier Quartale vor dem Quartal der authentischen Schenkungsurkunde durch den Betrieb und seine Tochtergesellschaften im Europäischen Wirtschaftsraum unter Arbeitsvertrag eingestellten Arbeitnehmer; diese vier Quartale können durch das letzte abgeschlossene Geschäftsjahr ersetzt werden, wenn es sich um ein Unternehmen handelt, das eine juristische Person ist, die eine Sozialbilanz erstellt hat;

- oder im Falle des Artikels 140bis, § 2 1°, zweiter Strich des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches die in Vollezeiteinheiten ausgedrückte Anzahl der Selbstständigen im Sinne dieser Bestimmung, die im Laufe der vier Quartale vor dem Quartal der authentischen Schenkungsurkunde die einzigen durch den Betrieb und seine Tochtergesellschaften im Europäischen Wirtschaftsraum beschäftigten Arbeitskräfte sind und die bei einer Sozialversicherungskasse für Selbstständige beitragspflichtig sind;»;

c) unter 7° wird der Wortlaut "der Verkaufswert der dinglichen Rechte auf in Artikel 140bis, § 1 1° des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibühren erwähnte Güter" durch die Wörter "der Verkaufswert der dinglichen Rechte auf alle in Artikel 140bis, § 1 1° des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches erwähnten Güter" ersetzt;

2° § 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2 - Dem Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung werden folgende Unterlagen beigelegt:

1°:

- entweder für die juristischen Personen, die für richtig bescheinigte Abschrift der Jahresrechnungen des Betriebs und seiner Tochtergesellschaften, einschließlich der Sozialbilanz, für die letzten zwei vor der authentischen Schenkungsurkunde abgeschlossenen Rechnungsjahre, die gemäß dem königlichen Erlass vom 30 Januar 2001 zur Ausführung des Gesetzbuches über die Gesellschaften oder aufgrund der am Sitz der tatsächlichen Leitung des Betriebs anwendbaren Gesetzgebung aufgestellt sind; diese Jahresrechnungen des Betriebs und seiner Tochtergesellschaften können durch ihre konsolidierten Jahresrechnungen für dieselben Rechnungsjahre ersetzt werden, wenn der Betrieb solche konsolidierte Jahresrechnungen im Sinne des Gesetzbuches über die Gesellschaften für diese Rechnungsjahre aufgestellt hat;

- oder für die natürlichen Personen, die für richtig bescheinigte Abschrift der letzten durch den Verstorbenen eingereichten Erklärung in Sachen Steuer auf die natürlichen Personen und der für die Aufstellung dieser Erklärung geführten Tabelle der Investitionsgüter, mit in dieser Tabelle eine spezifische Angabe zur Bestimmung der dinglichen Rechte an zum Zeitpunkt der authentischen Schenkungsurkunde teilweise zu Wohnzwecken bestimmten Immobilien, sowie die in Artikel 140bis, § 1, 1° des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches erwähnte Liste der für den Betrieb bestimmten Güter, so wie sie sich aus dem Verzeichnis der geschenkten Güter ergibt, das für die Aufstellung der authentischen Schenkungsurkunde oder ihren Entwurf benutzt wurde;

2°:

- oder im Falle des Artikels 140bis, § 2 erster Strich des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches die für richtig bescheinigte Abschrift der Erklärungen im Bereich der Sozialsicherheit der Arbeitnehmer betreffend die letzten vier Quartale vor dem Quartal der authentischen Schenkungsurkunde, durch die die Anzahl der durch den Betrieb und seine Tochtergesellschaft im Europäischen Wirtschaftsraum beschäftigten Arbeitnehmer in Vollezeiteinheiten festgestellt wird;

- oder im Falle des Artikels 140bis, § 2 1°, zweiter Strich des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches die für richtig bescheinigte Abschrift der im Bereich der Sozialsicherheit für Selbstständige ausgestellten Zeugnisse betreffend die vier Quartale vor dem Quartal der authentischen Schenkungsurkunde, durch die festgestellt wird, dass die Selbstständigen im Sinne dieser Bestimmung bei einer Sozialversicherungskasse für Selbstständige beitragspflichtig sind;

3° die für richtig bescheinigte Abschrift des Registers der Namensanteile und gegebenenfalls der Liste der bei der letzten Generalversammlung anwesenden Personen;

4° gegebenenfalls die für richtig bescheinigte Abschrift des in Artikel 140bis, § 2 2°, zweiter Strich des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibühren erwähnten Kapitalbeteiligungsvertrags;

5° wenn die in Artikel 140bis, § 1 2° des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibühren erwähnten Wertpapiere aus Zertifikaten bestehen, die sich auf Anteile, Gewinnanteile, Vorkaufsrechte und Anteile an dem Betrieb beziehen, für den der in Artikel 140bis des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibühren vorgesehene Vorteil beantragt wird, eine von einem Notar, einem Betriebsrevisor oder einem Buchsachverständigen unterzeichnete Bescheinigung, durch die bescheinigt wird, dass diese Zertifikate den in Artikel 140bis, § 3 b) des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibühren aufgelisteten Bedingungen genügen.»;

3° § 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 3 - Der Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung wird von den Fortsetzern oder deren Vermittler datiert und unterzeichnet.

Die Fortsetzer oder deren Vermittler erklären auf Ehrenwort, dass die mitgeteilten Angaben und die beigelegten Unterlagen richtig und vollständig sind.»

Art. 8 - Ein Artikel 9bis mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlass eingefügt:

«Art. 9bis - Die Verwaltung stellt innerhalb einer Frist, die 30 Werktage nicht überschreitet und die ab dem Datum des Eingangs des in Artikel 9 erwähnten Antrags berechnet wird, unter Benutzung von jeglichem die Zusendung beweisenden Mittel eine Bescheinigung aus.

Wenn der Antrag nicht alle in Artikel 9 § 1 erwähnten Angaben enthält oder wenn ihm die in Artikel 9 § 2 erwähnten beweiskräftigen Unterlagen nicht beigelegt sind, läuft die o.e. Frist erst ab dem Datum des Eingangs der fehlenden Angaben oder Unterlagen bei der Verwaltung. In diesem Fall informiert die Verwaltung die Fortsetzer oder deren Vermittler innerhalb von zehn Werktagen nach Eingang des Antrags, dass dieser nicht vollständig ist, und teilt ihnen mit, welche Angaben und Unterlagen fehlen.

Im Falle einer günstigen Entscheidung wird die Bescheinigung in drei von dem in Artikel 8*bis* genannten Beamten datierten unterzeichneten Originalausfertigungen ausgestellt. Das erste Original wird den Fortsetzern oder deren Vermittler zugestellt und das zweite Original wird dem zuständigen Einnehmer der Schenkungssteuern zugeschickt; das dritte Original wird von den Fortsetzern oder deren Vermittler aufbewahrt.

Im Falle einer ungünstigen Entscheidung wird die Bescheinigung in drei von dem in Artikel 8*bis* genannten Beamten unterzeichneten und datierten Originalausfertigungen ausgestellt. Das erste Original wird den Fortsetzern oder deren Vermittler ausgestellt und das zweite Original wird dem zuständigen Einnehmer der Schenkungssteuern zugeschickt; während das dritte Original von den Fortsetzern oder deren Vermittler aufbewahrt wird.»

Art. 9 - Artikel 10 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° § 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 1 - Der bzw. die Fortsetzer, der bzw. die den ermäßigten Steuersatz für die Schenkungsrechte in Anspruch genommen hat bzw. haben und nicht angeboten hat bzw. haben, die Steuer, so wie in Artikel 140*sexies* des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibühren erwähnt, zu entrichten, und keine Retrozession im Sinne von Artikel 140*septies* desselben Gesetzbuches getätigt haben, müssen der Verwaltung spätestens am Ende des sechsten Monats nach dem Monat, an dem die fünfjährige Frist nach der authentischen Schenkungsurkunde nach Artikel 140*quinquies*, § 1 Absatz 1 1° bis 4° und Absatz 2 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches abläuft, die in Artikel 140*quinquies*, § 1 Absatz 1 5° des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches erwähnte Erklärung übergeben, durch die bescheinigt wird, dass die in Artikel 140*quinquies*, § 1 Absatz 1 1° bis 4° und Absatz 2 desselben Gesetzbuches erwähnten Bedingungen weiterhin eingehalten werden.

Die in Absatz 1 erwähnte Erklärung wird der Verwaltung von den Fortsetzern oder deren Vermittler unter Benutzung von jeglichem die Zusendung beweisenden Mittel zugeschickt.»;

2° in § 2:

a) die Nummer 6° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«6°:

- entweder im Falle des Artikels 140*bis*, § 2 1°, erster Strich des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches die in Vollezeiteinheiten ausgedrückte Anzahl der im Laufe der fünf ersten Jahre ab dem Quartal der authentischen Schenkungsurkunde durch den Betrieb und seine Tochtergesellschaften im Europäischen Wirtschaftsraum unter Arbeitsvertrag eingestellten Arbeitnehmer; diese fünf Jahre können durch die fünf abgeschlossenen Geschäftsjahre ersetzt werden, wenn es sich um ein Unternehmen handelt, das eine juristische Person ist, die eine Sozialbilanz erstellt hat;

- oder im Falle des Artikels 140*bis*, § 2 1°, zweiter Strich des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches die in Vollezeiteinheiten ausgedrückte Anzahl der Selbstständigen im Sinne dieser Bestimmung, die im Laufe der ersten fünf Jahre ab dem Quartal der authentischen Schenkungsurkunde die einzigen durch den Betrieb und seine Tochtergesellschaften im Europäischen Wirtschaftsraum beschäftigten Arbeitskräfte sind und die bei einer Sozialversicherungskasse für Selbstständige beitragspflichtig sind;»;

b) unter 7° wird der Wortlaut "der Verkaufswert der dinglichen Rechte auf in Artikel 140*bis*, § 1 1° des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibühren erwähnte Güter" durch die Wörter "der Verkaufswert der dinglichen Rechte auf alle in Artikel 140*bis*, § 1, 1° des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches erwähnten Güter" ersetzt;

3° § 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 3 - Dieser Erklärung werden folgende Unterlagen beigefügt:

1°:

- entweder für die juristischen Personen die für richtig bescheinigte Abschrift der Jahresrechnungen des Betriebs und seiner Tochtergesellschaften, einschließlich der Sozialbilanz, für die während des in Artikel 140*quinquies*, § 1 Absatz 1 1° bis 3° des Erbschaftssteuergesetzbuches erwähnten fünfjährigen Zeitraums abgeschlossenen Rechnungsjahre, die gemäß dem Königlichen Erlass vom 30 Januar 2001 zur Ausführung des Gesetzbuches über die Gesellschaften oder aufgrund der am Sitz der tatsächlichen Leitung des Betriebs anwendbaren Gesetzgebung aufgestellt werden; diese Jahresrechnungen des Betriebs und seiner Tochtergesellschaften können durch ihre konsolidierten Jahresrechnungen für dieselben Rechnungsjahre ersetzt werden, wenn der Betrieb solche konsolidierte Jahresrechnungen im Sinne des Gesetzbuches über die Gesellschaften für diese Rechnungsjahre aufgestellt hat;

- oder für die natürlichen Personen die für richtig bescheinigte Abschrift der durch jeden Fortsetzer während des in Artikel 140*quinquies*, § 1 Absatz 1 1° bis 3° des Erbschaftssteuergesetzbuches erwähnten fünfjährigen Zeitraums eingereichten Erklärungen in Sachen Steuer auf die natürlichen Personen und der für die Aufstellung dieser Erklärungen geführten Tabellen der Investitionsgüter, mit in diesen Tabellen eine spezifische Angabe zur Bestimmung der Immobilien, auf die der ermäßigte Steuersatz, sei es nur teilweise, angewandt wurde, die aber seitdem völlig oder in einem anderen Maße als dasjenige, das in dem in Artikel 9 erwähnten Antrag auf Bescheinigung erklärt wurde, zu Wohnzwecken verwendet wurden;

2°:

- die für richtig bescheinigte Abschrift der Erklärungen im Bereich der Sozialsicherheit für Arbeitnehmer betreffend die fünf Jahre ab dem Quartal der authentischen Schenkungsurkunde, durch die die Anzahl der durch den Betrieb und seine Tochtergesellschaft im Europäischen Wirtschaftsraum beschäftigten Arbeitnehmer in Vollezeiteinheiten festgestellt wird;

- die für richtig bescheinigte Abschrift der im Bereich der Sozialsicherheit für Selbstständige ausgestellten Zeugnisse betreffend die fünf Jahre ab dem Quartal der authentischen Schenkungsurkunde, durch die die Zeiträume festgestellt werden, während denen die Selbstständigen im Sinne dieser Bestimmung bei einer Sozialversicherungskasse für Selbstständige beitragspflichtig gewesen sind.»;

4° es wird ein § 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 4 - Die in § 1 erwähnte Erklärung wird von den Fortsetzern oder deren Vermittlern datiert und unterzeichnet.

Die Fortsetzer oder deren Vermittler erklären auf Ehrenwort, dass die mitgeteilten Angaben und die beigefügten Unterlagen richtig und vollständig sind.»

Art. 10 - In denselben Erlass werden die Artikel 10*bis* und 10*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 10*bis* - Die Verwaltung stellt den Fortsetzern oder deren Vermittlern innerhalb einer Frist, die dreißig Werktage nicht überschreitet und die ab dem Datum des Eingangs der in Artikel 10 erwähnten Erklärung berechnet wird, unter Benutzung von jeglichem die Zusendung beweisenden Mittel eine Bescheinigung zu.

Wenn die in Artikel 10 § 3 erwähnten beweiskräftigen Unterlagen der Erklärung nicht beigefügt sind, läuft die o.e. Frist erst ab dem Datum des Eingangs der fehlenden Angaben oder Unterlagen bei der Verwaltung. In diesem Fall informiert die Verwaltung die Fortsetzer oder deren Vermittler innerhalb von zehn Werktagen nach Eingang der Erklärung, dass diese nicht vollständig ist, und teilt ihnen mit, welche Angaben und Unterlagen fehlen.

Im Falle einer günstigen Entscheidung stellt die Verwaltung den Fortsetzern oder deren Vermittlern zwei Originalausfertigungen der Bescheinigung aus.

Im Falle einer ungünstigen Entscheidung wird die Bescheinigung in drei von dem in Artikel 8*bis* genannten Beamten datierten und unterzeichneten Originalausfertigungen ausgestellt. Das erste Original wird den Fortsetzern oder deren Vermittlern ausgestellt und das zweite Original wird dem zuständigen Einnehmer der Schenkungssteuern zugeschickt, während das dritte Original von den Fortsetzern oder deren Vermittlern aufbewahrt wird.

Art. 10*ter* - Im Falle einer ungünstigen Entscheidung bezüglich der in den Artikeln 9*bis* und 10*bis* des vorliegenden Erlasses erwähnten Bescheinigungen können die Fortsetzer oder deren Vermittler bei der Verwaltung einen Einspruch per Einschreibebrief innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab der Zustellung der Entscheidung einlegen.

Die Verwaltung untersucht den Einspruch und übermittelt die Akte dem Minister. Der Minister befindet über den Einspruch mittels einer begründeten Entscheidung, die den Fortsetzern innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem Eingang des Einspruchs zugestellt wird.»

Art. 11 - Artikel 11 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 11 - § 1 - Der Minister legt die Muster für den in Artikel 9 erwähnten Antrag und für die in Artikel 10 erwähnte Erklärung sowie die Muster für die in Artikel 9*bis* und in Artikel 10*bis* erwähnten Bescheinigungen fest.

§ 2 - Falls der Minister der Meinung ist, dass die Verwaltung die für die Untersuchung des Antrags auf Bescheinigung von Artikel 9 oder der Erklärung von Artikel 10 notwendigen Angaben direkt bei authentischen Quellen anderer Verwaltungen oder Einrichtungen erhalten kann, kann er die Fortsetzer davon freistellen, sie der Verwaltung zu übermitteln.»

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2010 in Kraft.

Art. 13 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. Januar 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 193

[2010/200129]

7 JANUARI 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2006 betreffende de verlaagde tarieven van de successie- en de schenkingsrechten, meer bepaald bij overdracht van ondernemingen

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek der successierechten, op artikel 60*bis*, § 1^o*bis*, lid 1, 3^o, § 3, lid 1, 4^o en 5^o, ingevoegd bij het programmadecreet van 17 december 1997 en gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, bij het decreet van 15 december 2005 en bij het decreet van 30 april 2009;

Gelet op het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, op artikel 140*bis*, § 2, lid 1, 3^o, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, bij het decreet van 15 december 2005, bij het decreet van 30 april 2009 en bij het decreet van 10 december 2009, en op artikel 140*quinquies*, § 1, lid 1, 4^o en 5^o, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, bij het decreet van 15 december 2005, bij het decreet van 30 april 2009 en bij het decreet van 10 december 2009;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2006 betreffende de verlaagde tarieven van de successie- en de schenkingsrechten, meer bepaald bij overdracht van ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 1 tot 11;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 december 2009;

Gelet op het verzoek om adviesverlening van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 november 2009;

Gelet op het advies nr. 47.610/2 van de Raad van State, gegeven op 22 december 2009 overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State; de dringende noodzakelijkheid wordt gemotiveerd door het feit dat een decreet van 10 december 2009 in zijn artikelen 37 tot 41, de bevoegdheid om het verlaagde tarief van de schenkingsrechten bij overdracht van ondernemingen toe te kennen, opdracht die momenteel vervuld wordt door de Federale staat, aan het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst overdraagt; deze bevoegdheidsoverdracht zal echter op 1 januari 2010 e.k. in werking moeten treden; bovendien, moet de bevoegdheid om het verlaagde tarief van de successierechten bij overdracht van ondernemingen toe te kennen, die momenteel door het Operationeel Directoraat-generaal Economie van de Waalse Overheidsdienst wordt vervuld, ook worden overgedragen aan het bovengenoemde Directoraat-generaal Fiscaliteit, ook op 1 januari 2010, in het kader van de reorganisatie van de fiscale diensten in het Waalse Gewest; dit besluit voert op die manier dit decreet uit door te voorzien in de wettelijke machtigingen aan de Waalse ambtenaren om de wezenlijke taken inzake beheer van deze verlaagde tarieven uit te oefenen; diensgevolge moet dat besluit, dat alleen die uitvoeringsmaatregelen en die toewijzingen van bevoegdheden inzake de toekenning en het behoud van deze verlaagde tarieven bij overdracht van ondernemingen omvat, uiterlijk op 1 januari 2010 absoluut in werking treden;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2006 betreffende de verlaagde tarieven van de successie- en de schenkingsrechten, meer bepaald bij overdracht van ondernemingen, wordt punt 3^o vervangen als volgt :

« 3^o administratie : het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst; ».

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. § 1. De inspecteur-generaal van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of de door hem gemachtigd ambtenaar, is ertoe gemachtigd :

- de attesten bedoeld bij de artikelen 4 en 6 te verstrekken;

- van de voortzetters de aanvraag te krijgen om afgifte van het attest bepaald bij artikel 60bis, § 1bis, 3°, van het Wetboek der successierechten, en de aangifte in ontvangst te nemen waarmee de handhaving van het verlaagde tarief bevestigd wordt na afloop van de periode van vijf jaar na het overlijden van de erflater, zoals bepaald in artikel 60bis, § 3, lid 1, 4°, van hetzelfde Wetboek;

- van de voortzetters de bewijsstukken eisen voor de handhaving van het verlaagde tarief tijdens de periode van vijf jaar na het overlijden van de erflater, zoals bepaald in artikel 60bis, § 3, lid 1, 5°, van hetzelfde Wetboek.

Hij kan die bevoegdheden overdragen aan andere ambtenaren van de administratie.

§ 2. Bij afwezigheid van de inspecteur-generaal van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of van de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of van de door hem eventueel gemachtigd ambtenaar om de bevoegdheden van § 1 uit te oefenen, wordt de afwezige ambtenaar vervangen door de aangewezen ambtenaar :

1° hetzij door de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent;

2° hetzij, bij afwezigheid van de ambtenaar bedoeld in bovenvermeld 1°, door één van de andere inspecteurs-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent, in onderstaande volgorde :

a) hetzij de inspecteur-generaal van het Departement Bijzondere Fiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent;

b) hetzij de inspecteur-generaal van het Departement Invordering van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent;

c) hetzij door de inspecteur-generaal van het Departement Voertuigenfiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent;

3° hetzij, in geval van afwezigheid van de ambtenaren bedoeld in de bovenvermelde 1° en 2°, door de Minister van Financiën. »

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° § 2 wordt gewijzigd als volgt :

a) punt 6° wordt vervangen als volgt :

« 6° :

- ofwel, in het geval van artikel 60bis, § 1bis, 1°, eerste streepje, van het Wetboek der successierechten, het aantal werknemers die de onderneming en haar dochterondernemingen in de Europese economische ruimte in dienst hebben met arbeidsovereenkomst, uitgedrukt in voltijds equivalenten, tijdens de vier kwartalen die voorafgaan aan het overlijden van de erflater; deze vier kwartalen mogen worden vervangen door het laatste afgesloten boekjaar, als het om een "rechtspersoon" onderneming gaat die een sociale balans heeft opgemaakt;

- ofwel, in het geval van artikel 60bis, § 1bis, 1°, tweede streepje, van het Wetboek der successierechten, het aantal zelfstandigen bedoeld bij die bepaling, die de enige arbeidskracht zijn die in de Europese economische ruimte door de onderneming en haar dochter ondernemingen tewerkgesteld is, aangesloten bij een Sociale Verzekeringskas voor Zelfstandigen, uitgedrukt in voltijds equivalenten, tijdens de vier kwartalen die voorafgaan aan het overlijden van de erflater; »;

b) in punt 7° worden de woorden "de nettowaarde van de zakelijke rechten op de goederen bedoeld in artikel 60bis, § 1, 1°, van het Wetboek der successierechten" vervangen door de woorden "de nettowaarde van de zakelijke rechten op alle goederen bedoeld in artikel 60bis, § 1, 1°, van het Wetboek der successierechten";

2° § 3 wordt gewijzigd als volgt :

a) in punt 1° wordt het tweede streepje vervangen als volgt :

« ofwel, voor de natuurlijke personen, het oprecht verklaarde afschrift van de laatste aangifte inzake de personenbelasting die de erflater heeft ingediend, en van de tabel van de bedrijfsmiddelen bijgehouden voor het invullen van de aangifte, met in die tabel een bijzondere vermelding tot aanwijzing van de zakelijke rechten op goederen die gedeeltelijk als woning worden gebruikt op het ogenblik van het overlijden, en ook de lijst van de goederen die voor de exploitatie worden gebruikt zoals bedoeld in artikel 60bis, § 1, 1°, van het Wetboek der successierechten, zoals blijkt uit de successieaangifte of uit zijn project; »;

b) punt 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° :

- ofwel, in het geval van artikel 60bis, § 1bis, 1°, eerste streepje, van het Wetboek der successierechten, het oprecht verklaarde afschrift van de aangiften inzake de sociale zekerheid voor werknemers die betrekking hebben op de vier kwartalen vóór het kwartaal waarin de erflater overleden is, waaruit het aantal werknemers van de onderneming en haar dochterondernemingen in de Europese economische ruimte, uitgedrukt in voltijds equivalenten, opgemaakt kan worden;

- ofwel, in het geval van artikel 60bis, § 1bis, 1°, tweede streepje, van het Wetboek der successierechten, het oprecht verklaarde afschrift van de attesten inzake het sociale zekerheidsstelsel der zelfstandigen die betrekking hebben op de vier kwartalen vóór het kwartaal waarin de erflater overleden is, waaruit opgemaakt kan worden dat de bij deze bepaling bedoelde zelfstandige personen zijn aangesloten bij een Sociale Verzekeringskas voor Zelfstandigen; ».

Art. 4. In artikel 4, lid 3 en 4, van hetzelfde besluit worden de woorden "de directeur-generaal van het bestuur of diens afgevaardigde" vervangen door de woorden "de ambtenaar bedoeld in artikel 2".

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° § 3 wordt gewijzigd als volgt :

a) punt 6° wordt vervangen als volgt :

« 6° :

- ofwel, in het geval van artikel 60bis, § 1bis, 1°, eerste streepje, van het Wetboek der successierechten, het aantal werknemers die de onderneming en haar dochterondernemingen in de Europese economische ruimte in dienst hebben met arbeidsovereenkomst, uitgedrukt in voltijds equivalenten, voor de vijf eerste jaren te rekenen van het kwartaal waarin de erflater overleden is; deze vijf jaren mogen worden vervangen door de vijf afgesloten boekjaren, als het om een "rechtspersoon" onderneming gaat die een sociale balans heeft opgemaakt;

- ofwel, in het geval van artikel 60bis, § 1bis, 1°, tweede streepje, van het Wetboek der successierechten, het aantal zelfstandigen bedoeld bij die bepaling, die de enige arbeidskracht zijn die in de Europese economische ruimte door de onderneming en haar dochterondernemingen tewerkgesteld is, aangesloten bij een Sociale Verzekeringskas voor Zelfstandigen, uitgedrukt in voltijds equivalenten, voor de vijf eerste jaren te rekenen van het kwartaal waarin de erflater overleden is;»

b) in punt 7° worden de woorden "de nettowaarde van de zakelijke rechten op de goederen bedoeld in artikel 60bis, § 1, 1°, van het Wetboek der successierechten" vervangen door de woorden "de nettowaarde van de zakelijke rechten op alle goederen bedoeld in artikel 60bis, § 1, 1°, van het Wetboek der successierechten";

2° § 4 wordt gewijzigd als volgt :

a) in punt 1° wordt het tweede streepje vervangen als volgt :

« - ofwel, voor de natuurlijke personen, het oprecht verklaarde afschrift van de aangiften inzake de personenbelasting die elke voortzetter heeft ingediend tijdens de periode van vijf jaar bedoeld in artikel 60bis, § 3, lid 1, 1° tot 3°, van het Wetboek der successierechten en van de tabel van de bedrijfsmiddelen bijgehouden voor het invullen van deze aangiften, met in deze tabellen een bijzondere vermelding tot aanwijzing van de onroerende goederen waarop het verlaagd tarief toegepast is, zelfs gedeeltelijk, maar die sedertdien geheel of in een andere verhouding dan die aangegeven in de aanvraag om attest bedoeld in artikel 3 als woning zijn gebruikt »;

b) punt 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° :

- het oprecht verklaarde afschrift van de aangiften inzake de sociale zekerheid voor werknemers die betrekking hebben op de vijf jaren vanaf het kwartaal waarin de erflater overleden is, waaruit het aantal werknemers van de onderneming en haar dochterondernemingen in de Europese economische ruimte, uitgedrukt in voltijds equivalenten, opgemaakt kan worden;

- het oprecht verklaarde afschrift van de attesten inzake het sociale zekerheidsstelsel der zelfstandigen die betrekking hebben op de vijf jaren vanaf het kwartaal waarin de erflater overleden is, waaruit de periodes kunnen opgemaakt worden waarin de zelfstandige personen bedoeld bij deze bepaling zijn aangesloten geweest bij een Sociale Verzekeringskas voor Zelfstandigen. »

Art. 6. In afdeling 3 van Hoofdstuk 1 van hetzelfde besluit wordt een artikel 8bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 8bis. § 1. De inspecteur-generaal van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of de door hem gemachtigd ambtenaar, is ertoe gemachtigd :

- de attesten bedoeld bij de artikelen 9bis en 10bis te verstrekken;

- van de voortzetters de aanvraag te krijgen om afgifte van het attest bepaald bij artikel 140bis, § 2, 3°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, en de verklaring in ontvangst te nemen waarmee de handhaving van het verlaagde tarief bevestigd wordt na afloop van de periode van vijf jaar na de authentieke schenkingsakte, zoals bepaald in artikel 140quinquies, § 1, lid 1, 5°, van hetzelfde Wetboek;

- van de voortzetters de bewijsstukken eisen voor de handhaving van het verlaagde tarief tijdens de periode van vijf jaar na de authentieke schenkingsakte, zoals bepaald in artikel 140quinquies, § 1, lid 1, 6°, van hetzelfde Wetboek.

Hij kan die bevoegdheden overdragen aan andere ambtenaren van de administratie.

§ 2. Bij afwezigheid van de inspecteur-generaal van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of van de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of van de door hem eventueel gemachtigd ambtenaar om de bevoegdheden van § 1 uit te oefenen, wordt de afwezige ambtenaar vervangen door de aangewezen ambtenaar :

1° hetzij door de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent;

2° hetzij, bij afwezigheid van de ambtenaar bedoeld in bovenvermeld 1°, door één van de andere inspecteurs-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent, in onderstaande volgorde :

a) hetzij door de inspecteur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent;

b) hetzij de inspecteur-generaal van het Departement Invordering van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent;

c) hetzij door de inspecteur-generaal van het Departement Voertuigenfiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent;

3° hetzij, in geval van afwezigheid van de ambtenaren bedoeld in de bovenvermelde 1° en 2°, door de Minister van Financiën. »

Art. 7. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1 :

a) de woorden "De ondergetekende aangifte bepaald bij artikel 140bis, § 2, 3°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, vermeldt" worden vervangen door de woorden "de aanvraag om afgifte van het attest bepaald bij artikel 140bis, § 2, 3°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten wordt door de voortzetters of hun tussenpersoon naar de administratie gezonden bij elk middel dat die zending kan bewijzen. De aanvraag om afgifte van het attest vermeldt :

b) punt 6° wordt vervangen als volgt :

« 6°

- ofwel, in het geval van artikel 140bis, § 2, 1°, eerste streepje, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, het aantal werknemers die de onderneming en haar dochterondernemingen in de Europese economische ruimte in dienst hebben met arbeidsovereenkomst, uitgedrukt in voltijds equivalent, tijdens de vier kwartalen die voorafgaan aan de authentieke schenkingsakte; deze vier kwartalen mogen worden vervangen door het laatste afgesloten boekjaar, als het gaat om een onderneming "rechtspersoon" die een sociale balans heeft opgemaakt;

- ofwel, in het geval van artikel 140bis, § 2, 1°, tweede streepje, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, het aantal zelfstandigen bedoeld bij die bepaling, die de enige arbeidskracht zijn die in de Europese economische ruimte door de onderneming en haar dochter ondernemingen tewerkgesteld is, aangesloten bij een Sociale Verzekeringskas voor Zelfstandigen, uitgedrukt in voltijds equivalent; tijdens de vier kwartalen die voorafgaan aan de authentieke schenkingsakte; »;

c) in punt 7° worden de woorden "de verkoopwaarde van de zakelijke rechten op goederen bedoeld in artikel 140bis, § 1, 1°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten" vervangen door de woorden "de verkoopwaarde van de zakelijke rechten op alle goederen bedoeld in artikel 140bis, § 1, 1°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten";

2° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Bij de aanvraag om afgifte van het attest worden volgende stukken gevoegd :

1° :

- ofwel, voor de rechtspersonen, het oprecht verklaarde afschrift van de jaarrekeningen van de onderneming en haar dochterondernemingen, met inbegrip van de sociale balans, voor de beide laatste boekjaren afgesloten vóór de authentieke schenkingsakte, opgesteld overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 januari 2001 houdende uitvoering van het Wetboek der vennootschappen of krachtens de wetgeving die van toepassing is daar waar de zetel van de werkelijke leiding van de onderneming gevestigd is; de jaarrekeningen van de onderneming en haar dochterondernemingen kunnen vervangen worden door hun geconsolideerde rekeningen voor dezelfde boekjaren indien de onderneming dergelijke geconsolideerde rekeningen in de zin van het Wetboek van vennootschappen voor die boekjaren heeft opgesteld;

- ofwel, voor de natuurlijke personen, het oprecht verklaarde afschrift van de laatste aangifte inzake de personenbelasting die de erflater heeft ingediend, en van de tabel van de bedrijfsmiddelen bijgehouden voor het invullen van de aangifte, met in die tabel een bijzondere vermelding tot aanwijzing van de zakelijke rechten op goederen die gedeeltelijk als woning worden gebruikt op het ogenblik van de authentieke schenkingsakte, en ook de lijst van de goederen die voor de exploitatie worden gebruikt zoals bedoeld in artikel 140bis, § 1, 1°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, zoals de inventaris van de geschonken goederen gebruikt voor de opstelling van de authentieke akte of zijn project;

2° :

- ofwel, in het geval van artikel 140bis, § 2, 1°, eerste streepje, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, het oprecht verklaarde afschrift van de aangiften inzake de sociale zekerheid voor werknemers die betrekking hebben op de vier kwartalen vóór de authentieke schenkingsakte, waaruit het aantal werknemers van de onderneming en haar dochterondernemingen in de Europese economische ruimte, uitgedrukt in voltijds equivalenten, opgemaakt kan worden;

- ofwel, in het geval van artikel 140bis, § 2, 1°, tweede streepje, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, het oprecht verklaarde afschrift van de attesten inzake het sociale zekerheidsstelsel der zelfstandigen, die betrekking hebben op de vier kwartalen vóór de authentieke schenkingsakte, waaruit kan worden opgemaakt dat de zelfstandige personen bedoeld bij deze bepaling zijn aangesloten bij een Sociale Verzekeringskas voor Zelfstandigen;

3° het oprecht verklaarde afschrift van het register der effecten op naam en, in voorkomend geval, de lijst der aanwezigen op de laatste algemene vergadering;

4° in voorkomend geval, het oprecht verklaarde afschrift van de aandeelhouderschapsovereenkomst bedoeld in artikel 140bis, § 2, 2°, tweede streepje, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten;

5° indien de effecten bedoeld in artikel 140bis, § 1, 2°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, certificaten uitmaken die verband houden met aandelen, winstbewijzen, intekeningrechten en aandelen van de onderneming waarvoor het voordeel bepaald bij artikel 140bis van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, wordt aangevraagd, een door een notaris, een bedrijfsrevisor of een accountant ondertekend attest waarbij bevestigd wordt dat die certificaten de voorwaarden verwoord in artikel 140bis, § 3, b), van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, vervullen. »;

3° § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De aanvraag om afgifte van het attest wordt gedagtekend en ondertekend door de voortzetters of hun tussenpersoon.

De voortzetters of hun tussenpersoon verklaren op erewoord dat de overgemaakte gegevens en de bijgevoegde stukken juist en volledig zijn. »

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt er een artikel 9bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 9bis. De administratie levert bij elk middel dat een zending kan bewijzen een attest af binnen een termijn van niet meer dan 30 werkdagen, berekend te rekenen van de datum van ontvangst van de aanvraag bedoeld in artikel 9.

Indien de aanvraag niet alle gegevens bevat bedoeld in artikel 9, § 1, of indien de bewijsstukken bedoeld in artikel 9, § 2, niet bijgevoegd zijn, begint bovenbedoelde termijn pas te lopen vanaf de datum waarop de administratie de ontbrekende gegevens of stukken ontvangt. In dit geval verwittigt de administratie de voortzetters of hun tussenpersoon binnen tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag dat hun aanvraag onvolledig is en vermeldt ze de ontbrekende gegevens of stukken.

Indien de beslissing gunstig is, wordt het attest in drie originele exemplaren afgeleverd, gedagtekend en ondertekend door de ambtenaar bedoeld in artikel 8bis. Van het eerste origineel wordt kennis gegeven aan de voortzetters of hun tussenpersoon, het tweede origineel wordt overgemaakt aan de bevoegde ontvanger der schenkingsrechten terwijl het derde origineel bewaard wordt door de voortzetters of hun tussenpersoon.

Indien de beslissing ongunstig is, wordt het attest in drie originele exemplaren afgeleverd, gedagtekend en ondertekend door de ambtenaar bedoeld in artikel 8bis. Van het eerste origineel wordt kennis gegeven aan de voortzetters of hun tussenpersoon, het tweede origineel wordt overgemaakt aan de bevoegde ontvanger der schenkingsrechten terwijl het derde origineel bewaard wordt door de voortzetters of hun tussenpersoon. »

Art. 9. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De voortzetter(s) die van het verlaagde tarief op de schenkingsrechten genoten heeft (hebben) en niet voorgesteld (heeft) hebben om het recht zoals bedoeld in artikel 140sexies van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, te betalen, en die geen teruggave zoals bedoeld in artikel 140septies van hetzelfde Wetboek hebben verricht, zijn ertoe gehouden de administratie uiterlijk op het einde van de zesde maand na de maand waarin de periode van vijf jaar vervalt na de authentieke schenkingsakte bedoeld in artikel 140quinquies, § 1, lid 1, 1° tot 4°, en lid 2, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten verstreken is, de aangifte bedoeld in artikel 140quinquies, § 1, lid 1, 5°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, te verstrekken en aldus te bewijzen dat de voorwaarden bedoeld in artikel 140quinquies, § 1, lid 1, 1° tot 4°, en lid 2, van hetzelfde Wetboek vervuld blijven.

De aangifte bedoeld in het eerste lid wordt door de voortzetters of hun tussenpersoon naar de administratie gezonden bij elk middel dat die zending kan bewijzen. »;

2° in § 2,

a) wordt punt 6° vervangen als volgt :

« 6° :

- ofwel, in het geval van artikel 140bis, § 2, 1°, eerste streepje, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, het aantal werknemers die de onderneming en haar dochterondernemingen in de Europese economische ruimte in dienst hebben met arbeidsovereenkomst, uitgedrukt in voltijds equivalenten, tijdens de vijf eerste jaren te rekenen van het kwartaal van de authentieke schenkingsakte; deze vijf jaren mogen worden vervangen door de vijf afgesloten boekjaren, als het gaat om een onderneming "rechtspersoon" die een sociale balans heeft opgemaakt;

- ofwel, in het geval van artikel 140*bis*, § 2, 1^o, tweede streepje, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, het aantal zelfstandigen bedoeld bij die bepaling, die de enige arbeidskracht zijn die in de Europese economische ruimte door de onderneming en haar dochter ondernemingen tewerkgesteld is, aangesloten bij een Sociale Verzekeringskas voor Zelfstandigen, uitgedrukt in voltijds equivalenten, tijdens de vijf eerste jaren te rekenen van het kwartaal van de authentieke schenkingsakte; »;

b) in punt 7^o worden de woorden "de verkoopwaarde van de zakelijke rechten op goederen bedoeld in artikel 140*bis*, § 1, 1^o, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten" vervangen door de woorden "de verkoopwaarde van de zakelijke rechten op alle goederen bedoeld in artikel 140*bis*, § 1, 1^o, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten";

3^o § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Bij de aangifte worden volgende stukken gevoegd :

1^o :

- ofwel, voor de rechtspersonen, het oprecht verklaarde afschrift van de jaarrekeningen van de onderneming en haar dochterondernemingen, met inbegrip van de sociale balans, voor de boekjaren afgesloten tijdens de periode van vijf jaar bedoeld in artikel 140*quinquies*, § 1, lid 1, 1^o tot 3^o van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, opgesteld overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 januari 2001 houdende uitvoering van het Wetboek der vennootschappen of krachtens de wetgeving die van toepassing is daar waar de zetel van de werkelijke leiding van de onderneming gevestigd is; de jaarrekeningen van de onderneming en haar dochterondernemingen kunnen vervangen worden door hun geconsolideerde rekeningen voor dezelfde boekjaren indien de onderneming dergelijke geconsolideerde rekeningen in de zin van het Wetboek van vennootschappen voor die boekjaren heeft opgesteld;

- ofwel, voor de natuurlijke personen, het oprecht verklaarde afschrift van de aangiften inzake de personenbelasting die elke voortzetter heeft ingediend tijdens de periode van vijf jaar bedoeld in artikel 140*quinquies*, § 1, lid 1, 1^o tot 3^o, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten en van de tabel van de bedrijfsmiddelen bijgehouden voor het invullen van deze aangiften, met in deze tabellen een bijzondere vermelding tot aanwijzing van de onroerende goederen waarop het verlaagd tarief toegepast is, zelfs gedeeltelijk, maar die sedertdien geheel of in een andere verhouding dan die aangegeven in de aanvraag om attest bedoeld in artikel 9 als woning zijn gebruikt;

2^o :

- het oprecht verklaarde afschrift van de aangiften inzake de sociale zekerheid voor werknemers die betrekking hebben op de vijf jaren vanaf het kwartaal van de authentieke schenkingsakte, waaruit het aantal werknemers van de onderneming en haar dochterondernemingen in de Europese economische ruimte, uitgedrukt in voltijds equivalenten, opgemaakt kan worden;

- het oprecht verklaarde afschrift van de attesten inzake het sociale zekerheidsstelsel der zelfstandigen die betrekking hebben op de vijf jaren vanaf het kwartaal van de authentieke schenkingsakte, waaruit de periodes kunnen opgemaakt worden waarin de zelfstandige personen bedoeld bij deze bepaling zijn aangesloten geweest bij een Sociale Verzekeringskas voor Zelfstandigen. »;

4^o er wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De aangifte bedoeld in § 1 wordt gedagtekend en ondertekend door de voortzetters of hun tussenpersoon.

De voortzetters of hun tussenpersoon verklaren op erewoord dat de overgemaakte gegevens en de bijgevoegde stukken juist en volledig zijn. »

Art. 10. In hetzelfde besluit wordt de artikelen 10*bis* en 10*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 10*bis*. De administratie bezorgt de voortzetters of hun tussenpersoon bij elk middel dat een zending kan bewijzen een attest binnen een termijn van niet meer dan 30 werkdagen, berekend te rekenen van de datum van ontvangst van de aangifte bedoeld in artikel 10.

Indien de bewijsstukken bedoeld in artikel 10, § 3, niet bij de aangifte gevoegd zijn, begint bovenbedoelde termijn pas te lopen vanaf de datum waarop de administratie de ontbrekende gegevens of stukken ontvangt. In dit geval verwittigt de administratie de voortzetters of hun tussenpersoon binnen tien werkdagen na ontvangst van de aangifte dat hun aangifte onvolledig is en vermeldt ze de ontbrekende gegevens of stukken.

Indien de beslissing gunstig is, verstrekt de administratie de voortzetters of hun tussenpersoon twee originele exemplaren van het attest.

Indien de beslissing ongunstig is, wordt het attest in drie originele exemplaren afgeleverd, gedagtekend en ondertekend door de ambtenaar bedoeld in artikel 8*bis*. Van het eerste origineel wordt kennis gegeven aan de voortzetters of hun tussenpersoon; het tweede origineel wordt overgemaakt aan de bevoegde ontvanger der schenkingsrechten terwijl het derde origineel bewaard wordt door de voortzetters of hun tussenpersoon.

Art. 10*ter*. In geval van ongunstige beslissing betreffende de in de artikelen 9*bis* en 10*bis* van dit besluit bedoelde attesten, kunnen de voortzetters of hun tussenpersoon binnen dertig dagen na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing bij aangetekende brief beroep instellen bij de administratie.

De administratie behandelt het beroep en deelt het dossier aan de Minister mee. De Minister beslist over het beroep bij een gemotiveerde beslissing waarvan aan de voortzetters kennis wordt gegeven binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de ontvangst van het beroep. »

Art. 11. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 11. § 1. De Ministers stelt de modellen vast voor de aanvraag om attest bedoeld in artikel 9 en voor de aangifte bedoeld in artikel 10, alsmede de modellen voor de attesten bedoeld in artikel 9*bis* en in artikel 10*bis*.

§ 2. Als de Minister vindt dat de administratie de gegevens voor de behandeling van de aanvraag om attest van artikel 9 of van de aangifte van artikel 10 rechtstreeks bij authentieke bronnen van andere administraties of organismen kan verkrijgen, kan hij de voortzetters vrijstellen van het verstrekken van deze gegevens aan de administratie. »

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2010.

Art. 13. De Minister bevoegd voor Financiën, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 januari 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE